



TD/EA

Flers Agglo

Communauté d'agglomération

Date	Délibération	Nature	Folio n°
20.12.2024	2024-1328	4.1 4.2	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE ET DES DECISIONS DU PRESIDENT			

SEANCE N° 26 DU 20 DÉCEMBRE 2024

75 questions, numérotées 2024-1280 à 2024-1354

DELIBERATION

PERSONNELS PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE VOLET PREVOYANCE ACTUALISATION AU 01.01.2025

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni au Forum – Rue du Collège – 61100 Flers, sous la présidence de Yves GOASDOUE, Président de Flers Agglo.

Outre le Président, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Vice-Présidents : Michel DUMAINE (Messei), Vincent BEAUMONT (La Ferrière aux Etangs), Stéphan GRAVELAT (Les Monts d'Andaine), François BAILLE (Athis Val de Rouvre), Jacques FORTIS (Briouze), Anne GOUELIBO (La Lande Patry), Béatrice GUYOT (Landisacq), Laurent JUMELINE (Flers), Jérémie PREVOST (Flers), Gilles RABACHE (Caligny), Thierry RAUX (Saint Philbert sur Orne), Stéphane TERRIER (Saint Georges des Groseillers) et Sylvie THIEULENT (La Selle la Forge)

Conseillers titulaires : Annette HAMMELIN (Athis Val de Rouvre), Daniel BIGEON (Dompierre), Chantal CORVEE (Saint Georges des Groseillers), Alain LANGE, Eliane DENIAUX et Kévin LEGEAY (Athis Val de Rouvre), Sylvain BOULANT (Aubusson), Jean-Louis PELLERIN (Banvou), Alexandra TERTRE (La Bazoque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houlme), Didier VIECELI (Berjou), Véronique NOEL (Briouze), Xavier DE SAINT POL (Cahan), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Agnès MORICE (La Chapelle au Moine), Jean-Claude DORSY (La Chapelle Biche), Didier LANGLIN (Le Châtelier), Jacky LECOQ (La Coulonche), Gérard PIERRE (Durcet), Claude GASNIER (Echalou), Michel LEROYER, Sylvie ERRARD, Olivier BREUIL, Véronique CLEMENTE DA CONCEICAO, Guy MIDY, Christine GERVAIS et José COLLADO (La Ferté Macé), Gaëlle PIOLINE, Lori HELLOCO, Sophie RENAUDIN, Subay SAHIN, Angela PRESSE, Dominique ARMAND, Leïla HARDY, Thierry AUBIN, Annick ROBIN-MOITRY, Yvette LERICHOMME, Bruno ASSELOT, Jacques DUPERRON, Jean-François BRISSET, Tâm NGUYEN, Sylvie DUFOUR et Emmanuelle BERGOT (Flers), Bruno AUVRAY (Le Grai), Michel LAMY (La Lande Patry), Didier DELAPORTE (La Lande Saint Siméon), Gérard BERNET (Landigou), Bernard MESENGE (Lonlay le Tesson), Jean-Marie DELANGE (Le Ménéil de Briouze), Jacky ALLEAU (Ménéil Hubert sur Orne), Régine POTTIER (Messei), Antoine GERARD (Montilly sur Noireau), Marilyne CORREYEUR (Les Monts d'Andaine), Jean-Luc LEPORTIER (Pointel), Jean-Claude GUILLEMIN (Saint André de Messei), Jean-Luc CHAMPIN (Saint Clair de Halouze), Frédéric LECHEVALIER et Chloé EUSTACHE (Saint Georges des Groseillers), Jean-Marie POTHE (Saint Paul), Michèle GUICHETEAU (Saint Pierre du Regard), Emmanuel LE SECQ (Sainte Honorine la Chardonne), Marc SIMON (Sainte Opportune) et Charlie LETETREL (Saires la Verrerie).

Conseillers suppléants : Bruno BOISSAIS (Aubusson), Didier MICHEL (Banvou), Sandrine DESTAIS (La Bazoque), Jacqueline ONFRAY (Bellou en Houlme), Bénédicte BON (Berjou), Isabelle BLAIS (Cahan), Laurence COTARD (Caligny), Sébastien AMOROS (Cerisy Belle Etoile), Jean-Jacques ALEXANDRE (La Chapelle au Moine), Marie-Christine LEDEUX (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtelier), Stanislas BISSON (La Coulonche), Alain LESELLIER (Dompierre), Jean-Pierre GOSSELIN (Durcet), Bruno LANDEMORE (Echalou), Laurence LALES (La Ferrière aux Etangs), Jean-François COUPRIT (Le Grai), Serge PARIS (La Lande Saint Siméon), Nathalie LIEFOOGHE (Landigou), Agathe PRIEUR (Landisacq), Patrice BIDAULT (Lonlay le Tesson), Gérard THOMAS (Le Ménéil de Briouze), Gilbert GUERIN (Ménéil Hubert sur Orne), Françoise GRASSET (Montilly sur Noireau), Thibault GALLOT (Pointel), Dominique VEGEE (Saint André de Messei), Nathalie GUITTON (Saint Clair de Halouze), Stéphane JENVRIN (Saint Paul), Margaret BRAULT (Saint Philbert sur Orne), Sylvain VOISIN (Saint Pierre du Regard), Catherine LECHERPY (Sainte Honorine la Chardonne), Arnaud LEMANCEL (Sainte Opportune), Marc DENIS (Saires la Verrerie), Claude LEBEURRIER (La Selle la Forge).

Titulaire absent	Suppléant présent	Questions
Antoine GERARD	Françoise GRASSET	Ensemble de la séance

Tous présents, à l'exception de :

Procurations :	Mandant	Mandataire	Mandant	Mandataire	Questions
	Béatrice GUYOT Véronique NOEL Frédéric LECHEVALIER Chantal CORVEE Annick ROBIN-MOITRY Sylvie THIEULENT	Yves GOASDOUE Agnès MORICE Stéphane TERRIER Sylvain BOULANT Bruno ASSELOT Laurent JUMELINE	François BAILLE Leïla HARDY Chloé EUSTACHE Jacques FORTIS Anne GOUELIBO	Alain LANGE Yvette LERICHOMME Jérémie PREVOST Gilles RABACHE Subay SAHIN	Ensemble de la séance

Excusés : Alexandra TERTRE, Sandrine DESTAIS, Didier VIECELI, Xavier DE SAINT POL, Gérard PIERRE, Guy MIDY, Angela PRESSE, Jean-François BRISSET, Sylvie DUFOUR, Michel LAMY et Charlie LETETREL (ensemble de la séance) – Daniel BIGEON (2024-1280 à 2024-1337 et 1341 à 1354) – Vincent BEAUMONT (2024-1281 à 1337, 2024-1353 et 2024-1354) – Stéphan GRAVELAT (2024-1298 à 2024-1337, 2024-1353 et 2024-1354)

Absents : Michel LEROYER, Sylvie ERRARD, Olivier BREUIL, Véronique CLEMENTE DA CONCEICAO, Christine GERVAIS, Lori HELLOCO, Tâm NGUYEN, Emmanuelle BERGOT et Marilyne CORREYEUR (ensemble de la séance) - Michel DUMAINE (2024-1338 à 2024-1352 et 2024-1280 à 2024-1286)

EFFECTIF En exercice : 77 Quorum : 39	Question	Présents	Votants	Question	Présents	Votants
	2024-1280	45	56	2024-1338 à 2024-1341	46	57
	2024-1281 à 2024-1286	44	55	2024-1342 à 2024-1352	45	56
	2024-1287 à 2024-1297	45	56	2024-1353 et 2024-1354	44	55
	2024-1298 à 2024-1337	44	55			

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance :	Clôture effectuée à :	Liste des délibérations affichée le :	Date de mise en ligne sur le site internet
13.12.2024	18 H 50	Hervé BORDERIE	22 H 09	23.12.2024	27.12.2024

R A P P O R T

Présenté par

Yves GOASDOUE

Président

Flers Agglo		N°	Date	Question	
ENSEMBLE 6 Commission Personnels, Marchés et Commande Publics		23	28.11.2024	6	
CONSEIL	Séance	26	20.12.2024	N° d'ordre	N° délibération
				49	2024-1328

OBJET	PERSONNELS – PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE – VOLET PREVOYANCE – ACTUALISATION AU 01/01/2025
-------	--

LC/EA

Chers Collègues,

Préambule

Par délibérations précédentes, les conseils municipal et communautaire ont fait le choix de participer financièrement aux contrats souscrits par leurs agents en matière de santé et/ou de prévoyance, pour faciliter l'accès aux soins et couvrir la perte de rémunération en cas d'arrêt prolongé de travail lié à une maladie ou à un accident.

Ce dispositif de protection sociale complémentaire permet actuellement aux deux employeurs publics de participer :

- POUR LE VOLET SANTE, au coût des contrats individuels souscrits directement par les agents dès lors que ceux-ci sont labellisés, c'est-à-dire référencés par des organismes accrédités,
- POUR LE RISQUE PREVOYANCE, au coût des contrats souscrits par les employeurs eux-mêmes auprès de prestataires mutualistes, dans le cadre de conventions dites de participation signées après une mise en concurrence afin de sélectionner l'offre répondant aux besoins propres de leurs agents (retenu MNT). Cette procédure a été confiée au Centre de gestion 61, agissant de manière groupée pour toutes les collectivités intéressées.

Pour rappel, la « **complémentaire santé** » concerne le remboursement complémentaire des frais occasionnés par une maladie, une maternité ou un accident, afin de diminuer le reste à charge de l'assuré.

S'agissant de la « **prévoyance** » ou « garantie maintien de salaire », celle-ci permet aux agents de se couvrir contre les aléas de la vie (*maladie, invalidité, accident non professionnel, ...*) en leur assurant un maintien de rémunération et/ou de leur régime indemnitaire en cas d'arrêt de travail prolongé. Il est rappelé qu'au-delà de trois mois d'arrêt pour maladie ordinaire, un agent titulaire perd la moitié de son salaire et, au-delà de douze mois, la totalité.

Les nouvelles obligations en matière de protection sociale complémentaire

Prise en application la loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, l'ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021 redéfinit la participation des employeurs publics au financement des garanties de protection sociale complémentaire de leurs agents fonctionnaires et contractuels de droit public.

Dans l'attente des décrets d'application à paraître, un certain nombre de dispositions sont d'ores et déjà connues.

Flers Agglo Communauté d'agglomération	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	20.12.2024	2024-1328	4.1 4.2	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE ET DES DECISIONS DU PRESIDENT			

Ainsi, la **participation financière des employeurs publics, jusqu'à présent facultative, deviendra obligatoire** au :

- 1^{er} janvier 2025 pour les contrats de prévoyance souscrits par la voie de la labellisation ou de la convention de participation. L'aide de l'employeur sera au minimum de 20 % *d'un montant de référence précisé par décret*,
- 1^{er} janvier 2026 pour les contrats de santé souscrits par la voie de la labellisation ou de la convention de participation. L'aide de l'employeur sera alors de 50 % minimum d'un montant de référence précisé par décret.

Caractéristiques contrat-groupe « prévoyance – maintien de rémunération »

A compter du 1^{er} janvier 2025, l'ensemble des garanties minimales qui deviendront obligatoires sont :

- la garantie « incapacité de travail » à hauteur de 90 % du traitement net et 50 % du régime indemnitaire,
- la garantie « Invalidité » à hauteur de 90 % du traitement net hors RI en rente jusqu'à 62 ans,
- la garantie « Décès PTIA » capital à hauteur de 25 % du traitement brut annuel.

Ces nouvelles garanties obligatoires vont faire varier les cotisations agents individuelles de plus de + 50 % (voire 100 %).

Participation financière de l'employeur

L'adhésion à la convention de participation proposée par le Centre de gestion est conditionnée au versement d'une participation financière versée aux agents ayant souscrit un contrat de groupe avec la MNT.

Le montant alloué est identique pour l'ensemble des agents.

L'aide financière mensuelle est à ce jour d'un montant minimum de 7 euros.

En raison des augmentations prévisibles du coût des cotisations et par mesure sociale visant à susciter un maximum d'adhésion à la prévoyance des agents, la collectivité fait le choix d'augmenter sa participation à hauteur de 25 € par mois et par agent.

Le tableau de la participation employeur à la protection sociale complémentaire est actualisé tel que :

	PARTICIPATION A LA PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE			
	VOLET SANTE			VOLET PREVOYANCE
	Par AGENT	Par CONJOINT	Par ENFANT (3 enfants max)	Par AGENT
VILLE	25 €	10 €	5 €	25 €
FLERS AGGLO				

Après avis du CST compétent,

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1- ACCORDER** sa participation financière aux fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents contractuels de droit public et de droit privé de la collectivité en activité ayant adhéré au contrat attaché à la convention de participation portant sur le risque « Prévoyance ».
- 2- ACTUALISER** les montants de participations financières à la protection sociale complémentaires des agents selon le tableau ci-dessus détaillé.
- 3- AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout acte permettant sa mise en œuvre.
- 4- INSCRIRE** au budget les crédits nécessaires.

ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ.

Le Secrétaire de séance,

Le Président,

Hervé BORDERIE

Yves GOASDOUÉ

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-200035814-20241220-2024-1328-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 26/12/2024

Publication : 27/12/2024